

		National Defence Défense nationale	Retour à la liste des DED
DATA ITEM DESCRIPTION – DESCRIPTION DE DONNÉES			
1. TITLE – TITRE Log ARC		2. IDENTIFICATION NUMBER – NUMÉRO D'IDENTIFICATION	
Plan de gestion des déchets dangereux		DED 8.22.3.1	
3. DESCRIPTION / PURPOSE – DESCRIPTION / OBJET			
Le plan de gestion des déchets dangereux doit indiquer l'approche de L'Entrepreneur à l'égard du suivi de tous les déchets dangereux dans le SAN.			
4. APPROVAL DATE DATE D'APPROBATION	5. OFFICE OF PRIMARY INTEREST (OPI) BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ (BPR)		6. GIDEP APPLICABLE PROGRAMME D'ÉCHANGE DE DONNÉES PERTINENT
ÀD	Autorité technique (AT) du Bureau du système d'alerte du Nord (BSAN)		
7. APPLICATION / INTERRELATIONSHIP – APPLICATION / INTERDÉPENDANCE			
Consulter la LDEC 8.22.3.1 et le paragraphe 8.22.3.1 de l'EDT. La présente DED énonce les instructions relatives au format et à la préparation du contenu des données produites dans le contexte des tâches de Travail décrites dans l'EDT du SAN.			
8. ORIGINATOR – AUTEUR		9. APPLICABLE FORMS – FORMULES PERTINENTES	
Autorité technique (AT) du Bureau du système d'alerte du Nord (BSAN)			
10. PREPARATION INSTRUCTIONS – INSTRUCTIONS SUR LA PRÉSENTATION DES DONNÉES			
10.1 <u>Document source</u> Section 8, paragraphe 8.22.3.1 de l'EDT du SAN			
10.2 <u>Contenu et format</u> Le plan de gestion des déchets dangereux doit être produit dans un format proposé par L'Entrepreneur et accepté par le Canada, et il doit être accessible en ligne en format électronique.			
10.3 L'Entrepreneur doit préparer, appliquer et gérer un plan de gestion des déchets dangereux du SAN. Celui-ci doit au moins indiquer l'approche de L'Entrepreneur à l'égard de ce qui suit : <ol style="list-style-type: none"> Plan de formation du personnel de L'Entrepreneur qui participe à la gestion de la manipulation sécuritaire des matières dangereuses; Acceptation au début du contrat des stocks actuels de matières dangereuses; Confinement et entreposage de déchets dangereux sur le site; Tenue d'une liste d'inventaire des déchets dangereux du SAN; Transport et élimination de matières dangereuses. 			
10.4 Transport continu de matières dangereuses. L'Entrepreneur doit établir, appliquer et gérer des procédures de contrôle et de surveillance du transport de matières dangereuses conformément à la <i>Loi sur le transport des marchandises dangereuses</i> et à l'ensemble des directives et des règlements fédéraux, provinciaux et territoriaux applicables. Il doit s'assurer que tous les transporteurs avec lesquels il conclut des contrats de sous-traitance pour le transport de matières dangereuses possèdent les licences et les permis à jour requis pour effectuer cette activité. Il doit conserver les documents d'expédition suivants pendant la période minimale prescrite par la loi ou précisée dans le contrat, la période la plus longue étant à retenir :			

1. Documents utilisés pour le transport routier de marchandises dangereuses;
2. Déclarations de marchandises dangereuses du transporteur pour le transport aérien de marchandises dangereuses;
3. Déclarations de marchandises dangereuses de l'Organisation maritime internationale pour le transport maritime de marchandises dangereuses;
4. Manifestes sur les déchets fédéraux pour le transport de déchets dangereux;
5. Certificats d'élimination de déchets dangereux.

10.5 L'Entrepreneur doit démontrer qu'il conserve tous les documents sur le transport de marchandises dangereuses, que le transport de toutes les matières dangereuses est en tout temps conforme à la loi et que les demandes de documents sur le transport de marchandises dangereuses présentées par l'autorité technique du BSAN doivent être traitées dans un délai de deux jours ouvrables.

10.6 Confinement et entreposage de déchets dangereux. L'Entrepreneur doit établir, appliquer et gérer des procédures opérationnelles normalisées de confinement et d'entreposage de déchets dangereux sur les sites du SAN. Les procédures opérationnelles normalisées doivent au moins couvrir ce qui suit :

1. Préparation et étiquetage de fûts de stockage des déchets dangereux, y compris le numéro de référence unique propre à chaque site et les caractéristiques des déchets;
2. Entreposage à l'intérieur et à l'extérieur;
3. Affiches qui indiquent le type de déchets dangereux;
4. Séparation des déchets dangereux incompatibles;
5. Indication que les déchets dangereux ne doivent pas être éliminés localement.

10.7 Liste d'inventaire des matières dangereuses. L'Entrepreneur doit veiller à ce que la liste d'inventaire soit modifiée avec exactitude pour permettre la gestion du cycle de vie et le suivi de chaque article, de son obtention jusqu'à son élimination. Cette liste d'inventaire doit indiquer que les déchets dangereux ne doivent pas être éliminés localement et doit au moins permettre de faire des recherches selon la zone, le site, le type et la quantité.

10.8 Transport et élimination de déchets dangereux L'Entrepreneur doit établir, appliquer et gérer des procédures opérationnelles normalisées de surveillance du transport et de l'élimination de déchets dangereux conformément à la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* et à l'ensemble des directives et des règlements fédéraux, provinciaux et territoriaux applicables. L'Entrepreneur doit mettre en œuvre un programme annuel de retour des déchets dangereux pour tous les sites du SAN afin d'éviter l'accumulation de déchets dangereux. Si le retour annuel n'est pas effectué pour un site du SAN, les déchets dangereux ne doivent pas être laissés sur la plage pendant l'hiver. L'Entrepreneur doit s'assurer que tous les transporteurs et toutes les entreprises d'élimination des déchets avec lesquels il conclut des contrats de sous-traitance pour le transport et l'élimination de déchets dangereux possèdent les licences et les permis à jour requis pour effectuer ces activités. Il doit conserver les documents suivants pendant la période minimale prescrite par la loi ou précisée dans le contrat, la période la plus longue étant à retenir :

1. Documents utilisés pour le transport routier de marchandises dangereuses;
2. Déclarations de marchandises dangereuses du transporteur pour le transport aérien de marchandises dangereuses;
3. Déclarations de marchandises dangereuses de l'Organisation maritime internationale pour le transport maritime de marchandises dangereuses;
4. Manifestes sur les déchets fédéraux pour le transport de déchets dangereux;
5. Certificats d'élimination de déchets dangereux.

10.9 Le transport et l'élimination de déchets dangereux sont effectués chaque année. Aucune matière dangereuse n'est laissée sur la plage pendant l'hiver. Aucune matière dangereuse n'est laissée sur le site pendant plus de deux saisons d'expédition. L'Entrepreneur doit démontrer que le transport et l'élimination de déchets dangereux sont en tout temps conformes à la loi. Il doit téléverser tous les documents dans le système de gestion de l'information (site SharePoint) dans un délai de deux jours ouvrables. Il doit fournir les documents à l'autorité technique du BSAN ou aux organismes parrainés par le gouvernement qui effectuent des inspections et des vérifications. On estime qu'il y aura 15 certificats par année. On estime qu'il y aura 100 documents par année et un programme annuel de retour des matières dangereuses, avec une quantité estimative de 130 tonnes.